



Propos introductifs

M. HENRY, vice-président de la Communauté des Communes Giennoises, introduit la réunion de COTECH et en fixe les objectifs.

La réunion a pour objet de présenter les premiers retours du diagnostic territorial sur les volets économiques, des déplacements et des équipements publics.

Mme LEFEVRE précise en préambule que le diagnostic s'appuie en partie sur des données statistiques fournies par l'INSEE. La majorité de ces données ne permettent pas de saisir les évolutions postérieures à 2013. L'objectif de la réunion est également que les communes puissent s'exprimer sur les évolutions plus récentes connues par le territoire.

- La présentation s'appuie sur un support projeté, annexé au présent compte-rendu.

Au cours de la présentation, les remarques suivantes ont été émises :

1. Economie et emploi

- Concernant l'emploi et les entreprises, les élus observent que les effets de la crise économique de 2008 sont visibles dans les chiffres de l'INSEE. Cette crise s'est traduite sur le territoire par la fermeture d'usines et d'entreprises importantes entraînant une baisse des emplois offerts.
- Les élus expliquent que la situation s'est améliorée depuis 2013. Des nouveaux emplois ont été créés, notamment sur des postes de niveau « cadre ». Bien que le niveau de formation offert localement ne corresponde pas à cette demande nouvelle des entreprises, le territoire ne rencontre pas de difficultés pour attirer les ingénieurs afin de répondre aux besoins.
- Concernant la formation, la DDT rappelle que désormais l'Union Européenne fixe au niveau Master les objectifs d'enseignement supérieur. Les élus expliquent la complexité d'ouvrir de nouvelles formations et que les niveaux « BAC + » migrent vers les pôles de formation supérieur proches (Orléans, Paris, Tours notamment) pour achever leurs études. Par ailleurs les jeunes quittant le territoire ne reviennent pas forcément s'y installer par la suite.
- Concernant l'activité agricoles, le Pays, représenté par M. POUIGNY explique rencontrer des difficultés pour mobiliser les circuits courts dans l'approvisionnement des cantines, notamment à cause des contraintes de livraison pour les exploitants agricoles.

2. Déplacement et transports

- La commune de Gien demande que soit ajouté le viaduc à la liste des traversées ligériennes. Son utilisation pourra se développer à l'avenir pour en assurer la réappropriation par les habitants (traversée piétonnes/cycle, etc.).
- La question de l'encombrement du Vieux Ponts de Gien est soulevée. Les élus déplorent que le nouveau pont ne permette pas le passage des convois exceptionnels comme il était initialement prévu lors de sa conception.
- Concernant la cartographie des nuisances sonores, la DDT précise que des travaux menés par le Département du Loiret et par la Préfecture sont en cours. Ils devraient prochaine aboutir à une révision du classement sonore des infrastructures de transport (arrêté préfectoral) et une cartographie des émissions sonores dans l'environnement. Ce sera ce dernier document qui devra être intégré de manière privilégiée au PLUi.
- Concernant le transport en commun, la commune de Gien informe qu'elle dispose également d'un transport social, composé de 2 lignes. Le bureau d'études est actuellement en attente d'information sur ce service Proxi-Bus afin de compléter le diagnostic des transports. Les lignes de ce réseau souffrent parfois d'une sur-fréquentation.
- Concernant le projet de Ligne à Grande Vitesse Paris-Lyon, la DDT explique que les débats sont en cours et que le scénario « médian » (susceptible de traverser le territoire) est actuellement privilégié. La question de son arrêt en gare de Gien est encore inconnu des élus.

3. Déplacement et transports

- Concernant les écoles et l'offre scolaire, la cartographie est complétée avec l'ajout du lycée Marguerite Audoux.
- La question de la reconversion du l'ancien cinéma est posée : la commune de Gien explique la difficulté de sa réaffectation notamment au regard des nouvelles normes d'accessibilité.
- Des élus précisent que des équipements peuvent être ajoutés dans l'inventaire des équipements et services publics. Le bureau d'études explique que le recensement des équipements publics s'est effectué à partir des données de la Base Permanentes des Equipements (BPE) complétée et corrigée avec les retours des

M. HENRY, vice-président de la Communauté des Communes Giennoise en charge de l'urbanisme conclue la réunion.
